

ORIENTATION

À l'USJ, la FSI veut faire reconnaître le leadership infirmier

Les chiffres récents sur le corps infirmier au Liban sont alarmants : en un an seulement, 1 300 infirmiers et infirmières ont quitté le pays, soit 10 % du personnel soignant actif.

Micheline ABI KHALIL

Pour marquer la Journée internationale de l'infirmière et fêter ses 40 ans, la faculté des sciences infirmières de l'USJ (FSI) a organisé le 10 mai un webinaire avec pour objectif de braquer les projecteurs sur le rôle de leadership endossé par le personnel soignant lors des multiples crises qui ont secoué le pays ces deux dernières années. Interrogée par *L'Orient-Le Jour*, la professeure Rima Sassine-Kazan, doyenne de la FSI, a rappelé que le Covid-19 a radicalement changé et transformé la vie des gens. « Il a surtout mis en lumière le rôle indispensable des infirmiers qui sont au cœur du système de santé du pays, et aidé à mieux les reconnaître en tant que leaders experts de la santé et de la politique sanitaire », affirme-t-elle. D'où l'importance de mettre à profit cette expérience et d'en tirer les conclusions nécessaires afin de les transmettre ultérieurement sur le plan de la pratique clinique, de la gestion et de la formation de cadres, souligne la responsable.

Dès le début de la pandémie, les infirmières et les infirmiers se sont retrouvés en première ligne pour lutter contre le coronavirus. Plébiscités pour leur engagement, leur travail a encore été davantage mis en lumière avec l'explosion dévastatrice du 4 août 2020 qui a coûté la vie à 6 d'entre eux. Mais si la crise sanitaire a permis de changer le regard des gens vis-à-vis de la profession, elle a aussi permis de voir le mal qui la ronge depuis des années, tout en attirant l'attention sur le rôle de premier plan que joue le personnel en soins infirmiers.

Et c'est précisément ce rôle qui a été au cœur du webinaire organisé par la FSI sous le thème « Au cœur du leadership » et qui a rassemblé des participants et des partenaires en provenance de plusieurs pays dont la France, la Belgique, la Suisse, le Canada, les États-Unis ou encore le Maroc.

Une stratégie pour contre l'exode

Les chiffres récents sur le corps infirmier sont alarmants : en un an seulement, 1 300 infirmiers et infirmières ont quitté le Liban, soit 10 % du personnel soignant actif. Dans un pays où il n'y a que 34 infirmiers pour chaque 10 000 habitants, un simple calcul suffit pour mesurer les lourdes conséquences de cet exode massif sur l'avenir du secteur de la santé.

Épuisés par une double crise sanitaire et socio-économique, peu valorisés, mal rémunérés et souvent sans perspectives de carrière, les professionnels hautement formés du secteur s'exilent aujourd'hui en quête

d'un avenir meilleur. Instabilité socio-économique, stress, burn-out, surcharge de travail, faible reconnaissance... constituent autant de facteurs qui poussent actuellement les gens du métier, composé à 80 % de femmes et dont la moitié est âgée de moins de 35 ans, à aller voir ailleurs où les salaires sont payés en dollars et multipliés par deux ou trois. Car le salaire minimal qui valait avant la crise mille dollars au taux officiel de 1507,5 LL pour un dollar a fondu du jour au lendemain, avec la dépréciation effrayante de la livre libanaise, pour atteindre ces derniers jours les 125 dollars, avec un taux du marché parallèle aux alentours de 12 500 LL. Face à cela, les offres à l'étranger se font alléchantes. « Rien qu'à titre d'exemple, en Europe, notamment en Belgique, c'est toute la famille qui est prise en charge et qui bénéficie d'une aide dans l'inscription des enfants dans les écoles, explique Rima Sassine-Kazan, alors que dans les pays du Golfe, ce sont les infirmières célibataires dotées d'une formation de haut niveau, ayant une expérience des hôpitaux et maîtrisant l'anglais et l'arabe qui sont recherchées. »

Afin d'éviter la pénurie sur le terrain, un « focus group » regroupant 10 personnes dont des directeurs d'hôpitaux, des directrices de soins ainsi que la présidente de l'ordre des infirmiers et infirmières au Liban, Mirna Doumit, a été créé au sein de la faculté il y a deux semaines pour définir une stratégie destinée à endiguer l'hémorragie. Selon la professeure Sassine-Kazan, cette stratégie s'articule autour de trois niveaux : individuel, institutionnel et national, qui sont « complémentaires et doivent être menés en parallèle ». Le plan de sauvetage proposé suppose plusieurs démarches dont, entre autres, la nécessité d'assurer un support professionnel en proposant des formations continues, payées en partie ou en totalité et comptabilisées dans le cadre des heures de travail ; le renforcement de l'implication du corps soignant au sein des hôpitaux ; le développement de plans de carrière, l'octroi de bénéfices sociaux et sanitaires aux infirmiers ainsi qu'aux membres de leurs familles ; l'établissement de garderies au sein des hôpitaux ; le soutien financier en révisant les salaires et les primes ; l'instauration d'un environnement sain de travail en favorisant la polyvalence pour pallier le déficit de personnel ; des horaires flexibles et la révision du ratio infirmier/patient par unité et domaine de spécialisation. Toujours d'après la doyenne de la FSI, certains membres du « focus group » ont même abordé cette menace de pénurie de manière innovante en cherchant à la transformer

en une opportunité pour élaborer des partenariats et des jumelages avec les organismes étrangers recruteurs de sorte à établir des échanges mutuels de compétences, de ressources et de formations.

Toutefois, ces mesures demeurent incomplètes sans la promulgation d'une loi réglementant le métier tant au niveau du ministère de la Santé que celui du Travail ainsi que de la Caisse nationale de Sécurité sociale (CNSS), ajoute-t-elle. Les écarts et disparités entre les gens du métier opérant à Beyrouth et ceux dans les régions illustrent parfaitement l'anarchie dans la pratique.

À ce constat vient s'ajouter la problématique liée au manque d'attractivité de la profession et de la formation, d'autant que le niveau de cette dernière a un impact très sensible voire représente un sésame sur le marché de l'emploi.

Actuellement, les jeunes diplômés au Liban se répartissent ainsi : 900 diplômés sortent chaque année des universités, 450 en provenance des instituts techniques et 180 des programmes passerelles. « Les chiffres timidement croissants ne répondent pas à la demande accentuée du pays, déplore Rima Sassine-Kazan. Par ailleurs, il est utile de proposer de nouvelles options de formation en fonction des besoins du marché pour renforcer et améliorer les compétences. » Ce à quoi s'emploie actuellement la FSI qui vise l'accréditation de son programme. En effet, cette dernière cherche au 1er cycle à encourager la polyvalence et le jugement clinique afin de dispenser des soins de qualité avec une approche humaniste. Au 2e cycle, elle envisage d'améliorer la qualité de l'administration des soins et la pratique infirmière avancée en misant sur les compétences cliniques avancées spécialisées et spécifiques, comme dans le cas des maladies chroniques ou des soins palliatifs. Si tout le monde n'est pas appelé à faire un doctorat, la faculté s'apprête tout de même à ouvrir le 3e cycle. « Les recherches scientifiques réalisées en collaboration entre les deux milieux académique et clinique permettront de faciliter le transfert des résultats de recherche dans la pratique », avance-t-elle. « Notre but est d'ouvrir de nouveaux horizons, de fournir des formations de qualité et de projeter une image correcte de la profession qui a besoin plus que jamais d'être valorisée et reconnue », conclut-elle.